

A Montpellier et Paris, des familles se mobilisent contre « les écoles ghettos »

Le Monde.fr | 02.03.2016 à 16h57 | Par Perrine Mouterde



Sur un mur du quartier du Petit Bard, le portrait de ces mères qui se battent pour davantage de mixité dans les écoles. Si les femmes disent s'être "emparées" de ce combat, les pères et maris sont aussi mobilisés. P. M. / Lemonde.fr

Il l'a d'abord entendu au square. « *Cette école, il faut l'éviter.* » Puis la conversation s'est répétée, encore et encore. Jérôme Decuq n'aurait pas dû être surpris : professeur en Seine-Saint-Denis , il observe depuis treize ans la ségrégation sociale et ethnique dans son lycée. Mais il ne savait pas que dans le quartier de Paris où il élève ses enfants, les « *stratégies d'évitement* » débutaient dès la maternelle.

Pour ses deux fils, lui n'a rien évité. Ni la « *mauvaise* » maternelle du coin de la rue, dans le nord du 18^e arrondissement, ni la « *mauvaise* » école primaire. Où tout se passe bien. « *Les réputations des établissements sont souvent fondées sur des rumeurs, parfois anciennes, constate-t-il. Il suffit qu'il y ait un ou deux incidents pour qu'ils soient désertés.* »

Jérôme Decuq en est convaincu : il ne faut souvent pas grand-chose pour **changer** l'image d'une école, « *enclencher un cercle vertueux* ». Ce sont quelques familles qui ne « *fuient* » pas l'établissement, une atmosphère qui évolue, des enseignants satisfaits qui restent. Alors avec d'autres parents, il a fondé en avril le **Collectif apprendre ensemble** (<http://www.collectif-apprendre-ensemble.fr/>) . Avec 73 adhérents représentant une trentaine d'écoles et de collèges, ils tentent d'informer les familles du quartier sur ces établissements pour leur **permettre** de **faire** leur choix en connaissance de cause. Sans **nier** les difficultés, mais en dépassant les a priori. En leur montrant qu'ils ne seraient pas les seuls à **mettre** leur enfant dans l'école du coin de la rue.

Lire aussi : [La France doit sortir de l'« apartheid scolaire »](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/22/la-france-doit-sortir-de-l-apartheid-scolaire_4561525_3232.html) (http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/22/la-france-doit-sortir-de-l-apartheid-scolaire_4561525_3232.html)

« On est vraiment en France ici ? »

A Montpellier , la réputation du quartier du Petit Bard est de celles qui collent à la peau. Chômage

élevé, délinquance, des rues en chantier perpétuel depuis dix ans que durent les travaux de rénovation, une [population](#) de moins en moins diverse dans les barres d'immeubles aux façades colorées... Ceux qui vivent dans la zone pavillonnaire adjacente ne se donnent pas la peine de [venir](#) voir à quoi ressemblent les écoles du secteur, dont ils dépendent. A part Sophie, qui ne voulait « *vraiment pas* » mettre sa fille dans le privé. « *Les enseignants sont très bien et il n'y a pas de pugilats de parents, comme on me le disait !* » Mais Sophie est l'exception. Ici, la quasi-totalité des élèves est d'origine maghrébine et issue de classes populaires.

Une absence de mixité contre laquelle [les habitants ont décidé de se mobiliser](#), (<http://www.midilibre.fr/2015/05/08/montpellier-petit-bard-des-parents-disent-non-au-ghetto-oui-a-la-mixite,1158950.php>) il y a un peu plus d'un an.

« *C'est bien beau les discours sur le vivre-ensemble mais comment fait-on si on ne l'apprend pas dès la maternelle ? En enfermant nos enfants dans des écoles ghettos, on les exclut de la République* », martèlent Marianne, Sana, Fatima... Des mères qui insistent pour [parler](#) d'une seule voix. Qui ont toutes « *600 enfants* », ceux du quartier. Dont cette petite fille, arrivée récemment au Petit Bard, qui, à 9 ans, leur demande : « *On est vraiment en France ici ?* »



Manifestation de parents du quartier du Petit Bard, à Montpellier, pour réclamer davantage de mixité dans leurs écoles. Collectif des parents du Petit Bard.

« *Ces jeunes se sentent rejetés, expliquent-elles. Comment peut-on réussir quand on a une mauvaise estime de soi ? Et comment avoir envie de devenir artiste, agriculteur ou médecin, alors qu'ici tant de gens sont au chômage ?* »

A l'origine de leur mouvement, une modification de la carte scolaire affectant tous les élèves du quartier au collège Las Cazes. Un établissement qui ne compte que 380 élèves alors qu'il devrait en [accueillir](#) le double : 300 familles l'évitent, par des dérogations ou en envoyant leurs enfants dans le privé. Pour les parents du Petit Bard, c'est surtout « *le collège des Marocains* », qui affiche de mauvais résultats au brevet. « *Il y a une concentration d'enfants de familles en précarité sociale, nuance Renaud Calvat, vice-président du conseil départemental. Mais l'équipe pédagogique est extrêmement investie, il y a vingt élèves par classe, aucune incivilité, le collège a été rénové. Il souffre d'une mauvaise image non justifiée.* »

« On n'a pas attendu les attentats pour interpeller la République »

Dès janvier 2015, les parents du Petit Bard envoient des courriers, manifestent, réclament une table ronde. Puis bloquent quatre écoles, pendant dix-sept jours. Un « beau » combat pour lequel ils ont « mis leurs vies entre parenthèses ». Leur mobilisation les mène à un colloque sur l'éducation, sur des plateaux de télévision. Quelques mois après les attentats de janvier, on leur parle parfois radicalisation ou laïcité. Mais leur seul cheval de bataille est la mixité. « On n'a pas attendu l'horreur des attentats pour interpeller la République », soufflent-ils.

Le 20 mai, ils obtiennent le gel de la modification de la carte scolaire, l'ouverture d'une classe pour les moins de trois ans et l'engagement d'une réflexion sur la mixité dans leur quartier. Le lendemain, ils rouvrent les écoles et c'est jour de fête.

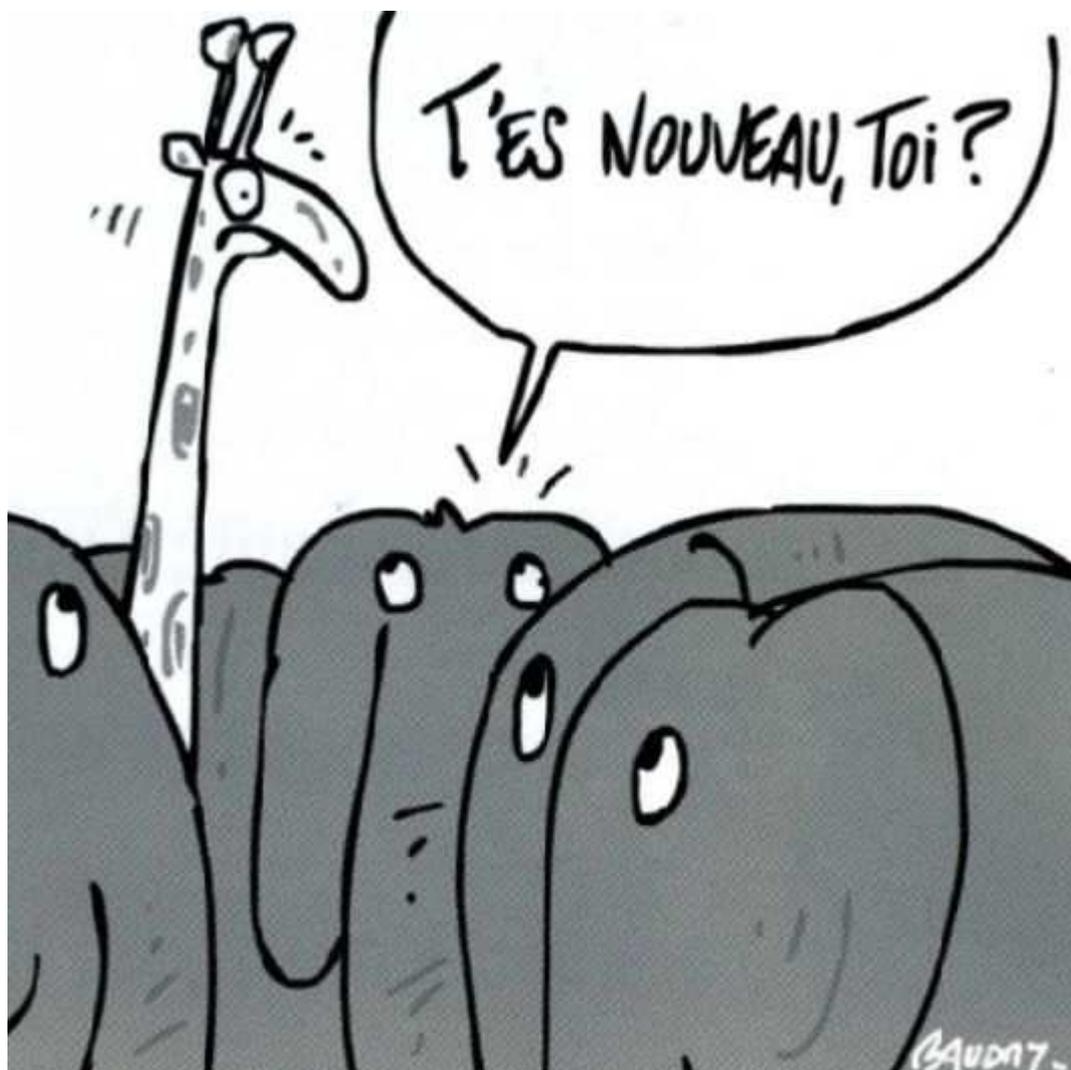
Dans le 18^e arrondissement parisien, les victoires sont encore imperceptibles, à peine tangibles. C'est un parent qui reconnaît que le collège du secteur « a l'air bien ». C'est un a priori ébranlé, une crainte exprimée... L'important est d'ouvrir le débat, la discussion. Pour convaincre des familles qui ont le sentiment de « sauver leurs enfants » en les mettant dans la « bonne » école, le Collectif doit peser chaque mot. Surtout ne pas jeter la pierre à ceux qui auraient contourné la carte scolaire. Ni aux établissements privés, au cœur du problème, qui doivent faire partie de la solution.

« Le système est la résultante de nos actes individuels, observe Jérôme Decuq. Mais c'est comme pour l'écologie : il est dur de faire des sacrifices si les autres n'en font pas. Nous ne sommes pas moins concernés par l'avenir de nos enfants, mais nous pensons qu'il est lié à celui de la société. »

Lire aussi : Pour les chefs d'établissement, la mixité scolaire reste un vœu pieux

(education/article/2015/09/01/pour-les-chefs-d-etablissement-la-mixite-scolaire-reste-un-v-voeu-pieux_4742296_1473685.html)

« L'école ne peut pas résoudre tout le problème de la mixité »



Dessin de Baudry pour le Collectif Apprendre Ensemble

Au plan scolaire, des études ont prouvé que lorsqu'elle ne réunit pas des élèves de niveaux radicalement opposés, la mixité est bénéfique à tous, tirant les plus faibles vers le haut sans pénaliser les plus forts. Mais comment mesurer son impact sur le « vivre-ensemble » ?

« Rassembler des enfants d'origine sociale ou culturelle différente ne suffit pas, met en garde la sociologue Agnès van Zanten. Il faut développer un travail pédagogique autour de la mixité, se demander aussi quelle société on veut construire. Aujourd'hui, par exemple, le gouvernement nous parle de mixité tout en développant un discours très crispé sur la laïcité, c'est contradictoire. »

Dans la foulée des attentats de janvier, le gouvernement a fait de la mixité l'une des onze mesures pour la « grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République » (<http://www.education.gouv.fr/cid85644/onze-mesures-pour-un-grande-mobilisation-de-l-ecole-pour-les-valeurs-de-la-republique.html>) . Un dispositif d'expérimentation a été lancé en novembre dans une vingtaine de départements (<http://www.education.gouv.fr/cid95191/renforcer-la-mixite-sociale-dans-les-colleges.html>) . L'Hérault est l'un d'entre eux, avec comme établissement pilote le collège Las Cazes. « En développant de nouvelles sections, de langue ou sportives, nous voulons le rendre de nouveau attractif », explique Armande Le Pellec Muller, rectrice de l'académie.

Au Petit Bard, les familles continuent à se mobiliser pour que leurs écoles soient « à l'image de la société » dès la maternelle. Là aussi, de nouvelles sections vont être ouvertes. « L'école ne peut pas résoudre tout le problème de la mixité, précise Isabelle Marsala, adjointe au maire déléguée à la réussite éducative. Cela relève aussi de la politique de la ville, du logement. » A Paris, le Collectif espère pouvoir peser dans le débat public. « On agit pour pousser les responsables politiques à agir », assure Jérôme Decuq. Au-delà de notre arrondissement, il faut une solution globale. »

Pour que lui renonce à l'école du quartier, il faudrait que ses enfants soient malheureux. Pour l'instant, « ils ont la banane ». Ceux du Petit Bard, eux, continuent à fredonner : « On lâche rien... »

Lire aussi : [Carte scolaire : ce qu'on peut attendre des annonces du gouvernement](#)

([education/article/2015/03/17/carte-scolaire-la-fausse-mesure-pour-eviter-le-contournement-au-lycee_4595507_1473685.html](http://www.lemonde.fr/education/article/2015/03/17/carte-scolaire-la-fausse-mesure-pour-eviter-le-contournement-au-lycee_4595507_1473685.html))